

Chambre des Représentants

SESSION 1957-1958.

16 AVRIL 1958.

PROJET DE DECLARATION relatif à la revision de la Constitution.

I. — AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. TERFVE.

Dans l'énumération des articles à reviser, insérer ce qui suit, dans l'ordre numérique :

« de l'article premier de la Constitution dans son ensemble,

» de l'article 6 de la Constitution,

» de l'article 7 de la Constitution,

» de l'article 90 de la Constitution,

» de l'article 121 de la Constitution. »

JUSTIFICATION.

A. — *En ce qui concerne l'article premier dans son ensemble :*

Il y a lieu de déclarer :

— le droit de principe de sécession du Congo d'avec la Belgique;

— que les lois particulières qui régissent le Congo ne peuvent porter atteinte aux droits et libertés proclamés par le Titre II de la Constitution.

B. — *En ce qui concerne l'article 6 :*

Il y a lieu de déclarer l'égalité des droits politiques, économiques et sociaux des hommes et des femmes.

C. — *En ce qui concerne l'article 7 :*

Il y a lieu d'insérer dans le texte ancien de la Constitution le droit au travail.

L'article 7 serait complété par les dispositions suivantes :

1° Le droit au travail est garanti; l'Etat assure les conditions de plein emploi rendant ce droit effectif.

Voir :

906 (1957-1958) :

- N° 1 : Projet de déclaration.
- N° 2 : Amendement.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1957-1958.

16 APRIL 1958.

ONTWERP VAN VERKLARING betreffende de herziening van de Grondwet.

I. — AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEER TERFVE.

In de opsomming van de te herziene artikelen het volgende invoegen met inachtneming van de numerieke volgorde :

« van het eerste artikel van de Grondwet in zijn geheel,

» van artikel 6 van de Grondwet,

» van artikel 7 van de Grondwet,

» van artikel 90 van de Grondwet,

» van artikel 121 van de Grondwet. »

VERANTWOORDING.

A. — *Wat betreft het eerste artikel in zijn geheel :*

Er bestaat reden om te verklaren :

— dat Congo in principe het recht heeft om zich van België af te scheiden;

— dat de bijzondere, voor Congo geldende wetten geen inbreuk mogen maken op de rechten en vrijheden, door Titel II van de Grondwet verkondigd.

B. — *Wat betreft artikel 6 :*

Er bestaat reden om te verklaren dat mannen en vrouwen gelijke politieke, economische en sociale rechten hebben.

C. — *Wat betreft artikel 7 :*

Er bestaat reden om in de vroegere tekst van de Grondwet het recht op arbeid op te nemen.

Artikel 7 worde aangevuld met de volgende bepalingen :

1° Het recht op arbeid is verzekerd; de Staat zorgt voor volledige tewerkstelling waardoor dit recht zijn volle uitwerking krijgt.

Zie :

906 (1957-1958) :

- N° 1 : Ontwerp van verklaring.
- N° 2 : Amendement.

2° Nul ne peut être inquiété dans son emploi ou sa fonction en raison de ses origines, de ses opinions, de ses croyances, de son appartenance à un parti politique ou à une organisation syndicale.

3° Le droit de grève est garanti à tous sans distinction d'emploi ou de fonction. Son exercice ne peut pas être soumis à limitation.

4° A travail de quantité et de qualité égales la femme travailleuse a droit au même salaire que l'homme.

5° Le droit aux soins médicaux, le droit au repos et aux loisirs et les moyens d'exercer ces droits sont assurés dans des conditions fixées par la loi.

6° Quiconque se trouve dans l'incapacité de travailler en raison de sa santé, de son âge ou de la situation économique a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens d'existence décente.

D. — *En ce qui concerne l'article 90 :*

Il conviendrait de compléter cet article en disposant que la responsabilité pénale des Ministres est engagée notamment par tout acte de probation de Constitution, d'atteinte à l'indépendance ou à la souveraineté nationales, de dissipation du patrimoine national.

E. — *En ce qui concerne l'article 121 :*

Il y aurait lieu de compléter cet article par les mots : « admis aux deux tiers des suffrages des membres de chacune des Chambres ».

2° Niemand mag in zijn betrekking of zijn ambt lastig worden gevallen wegens zijn afkomst, zijn overtuiging, zijn geloof, zijn lidmaatschap van een politieke partij of van een vakorganisatie.

3° Het stakingsrecht is verzekerd aan allen, zonder onderscheid van betrekking of ambt. Aan de uitoefening ervan kunnen generlei perken worden gesteld.

4° De arbeidende vrouw heeft, voor werk van gelijke hoeveelheid en hoedanigheid, recht op hetzelfde loon als de man.

5° Het recht op geneeskundige zorgen, het recht op rust en vrije tijd, en de middelen om die rechten uit te oefenen, worden gewaarborgd in de bij de wet gestelde voorwaarden.

6° Al wie om gezondheidsredenen, wegens zijn leeftijd of wegens de economische toestand in de onmogelijkheid verkeert te arbeiden, heeft vanwege de gemeenschap recht op behoorlijke bestaansmiddelen.

D. — *Wat betreft artikel 90 :*

Dit artikel zou moeten aangevuld worden met de bepaling dat de ministers strafrechtelijk aansprakelijk zijn, namelijk door elke daad van schending van de Grondwet, van inbreuk op 's lands onafhankelijkheid of soevereiniteit of van verkwisting van 's lands patrimonium.

E. — *Wat betreft artikel 121 :*

Dit artikel dient aangevuld met de woorden « goedgekeurd door de twee derden der stemmen van de leden van elke van beide Kamers. »

J. TERFVE.

II. — AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEER DE SCHRYVER.

In de Nederlandse tekst van 3°, derde regel en van 4°, vijfde regel, het woord :

« bovenationale »,

vervangen door :

« supranationale ».

II. — AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DE SCHRYVER.

Dans le texte néerlandais du 3°, troisième ligne et du 4°, cinquième ligne, remplacer le mot :

« bovenationale »,

par :

« supranationale ».

A. DE SCHRYVER.

III. — AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. PIERSON.

« In fine » du 1°, ajouter ce qui suit :

« ou faire l'objet d'un article distinct ».

III. — AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEER PIERSON.

Het 1°, « in fine », aanvullen met wat volgt :

« of die in een afzonderlijk artikel mogen opgenomen worden ».

M.-A. PIERSON.

IV. — AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. PHILIPPART.

Dans l'énumération des articles à reviser, insérer ce qui suit, dans l'ordre numérique des articles :

- « de l'article 47 de la Constitution,
- » de l'article 53 de la Constitution,
- » de l'article 54 de la Constitution. »
- » de l'article 78 de la Constitution. »

JUSTIFICATION.

A. — En ce qui concerne l'article 47 :

Le 7 février 1921, le suffrage universel pur et simple a été substitué au vote plural.

N'a-t-on pas alors négligé de tenir compte de la famille, de cette évidence que la Nation est faite, non d'individus isolés, mais de foyers et de familles ?

Il faut que le père d'enfants mineurs ou la veuve mère d'enfants mineurs puisse exercer, dans la gestion de l'Etat, par le truchement du bulletin de vote, une action plus prononcée que celle du célibataire ou de l'homme marié sans enfant.

En d'autres termes, le père de famille devrait avoir, du chef de ses enfants mineurs, un suffrage supplémentaire à 25 ou à 30 ans.

D'aucuns voudraient qu'il eût autant de votes supplémentaires qu'il a d'enfants. Déduction excessive du principe que nous posons. Ce suffrage supplémentaire que nous réclamons pour la famille, c'est pour elle, pour le foyer où grandissent des enfants qui feront la Patrie de demain.

Il ne sert de rien, ou presque, de clamer la défense de la famille, de chanter ses louanges, d'en célébrer le rôle de premier plan dans la vie sociale et le progrès économique si toute influence propre lui est refusée sur le plan politique.

Le bulletin de vote familial ne réduirait en rien, bien au contraire, le principe du suffrage universel et le fondement démocratique de nos institutions.

On pourrait réserver ce vote familial aux chefs de famille de plus de 25 ou de plus de 30 ans.

Aussi bien les modalités sont d'intérêt secondaire. L'essentiel est de différencier le droit électoral de l'individu du droit électoral du chef de famille.

B. — En ce qui concerne les articles 53 et 54 :

La Constituante doit pouvoir se pencher sur ce problème de l'élection des sénateurs et le résoudre au mieux des intérêts du pays.

Le Sénat est, à concurrence des 3/5 de ses 175 membres, une doublure (ce mot est employé sans aucune pensée péjorative) de la Chambre : sauf les conditions d'éligibilité, d'ailleurs fort étendues, les sénateurs élus directement le sont dans les mêmes conditions que les députés : même corps électoral, le plus souvent, même district, même mode de suffrage.

Ce bicaméralisme n'est pas viable parce qu'il est irrationnel. Pourquoi deux Chambres, si, en somme, elles sont les mêmes ? A quoi tend cette répétition de l'élection des députés par l'élection similaire des sénateurs ?

La seconde Chambre devrait constituer un élément pondérateur de la première, de la force exclusive du nombre. Sa base devrait être géographique et assurer aux diverses parties du pays une représentation équivalente.

Sénat géographique : Quel barrage efficace contre les déviations de tous les séparatismes !

Si la Constituante était rebelle à cet équilibre, elle pourrait encore maintenir l'élection à deux degrés et répartir autrement les sièges entre les provinces. Sans doute ce rejet de l'équilibre géographique serait

IV. — AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEER PHILIPPART.

In de opsomming van de te herziene artikelen invoegen wat volgt, met inachtneming van de numerieke volgorde der artikelen :

- « van artikel 47 van de Grondwet,
- » van artikel 53 van de Grondwet,
- » van artikel 54 van de Grondwet. »
- » van artikel 78 van de Grondwet. »

VERANTWOORDING.

A. — Wat betreft artikel 47 :

Op 7 februari 1921 werd het meervoudig stemrecht vervangen door het eenvoudig algemeen stemrecht.

Werd toen niet het bestaan van het gezin uit het oog verloren en vergeten dat een Land niet bestaat uit enkelingen maar uit gezinnen ?

De vader van minderjarige kinderen of de weduwe die moeder is van minderjarige kinderen moet, door middel van het stembiljet, een grotere medezeggenschap hebben in 's lands beleid dan de vrijgezel of de gehuwde zonder kinderen.

M.a.w., het gezinshoofd moet op 25- of 30-jarige leeftijd een bijkomende stem bekomen voor zijn minderjarige kinderen.

Sommigen zijn van mening dat hij evenveel bijkomende stemmen moet hebben als kinderen. Overdreven afleiding uit het door ons vooropgestelde beginsel. De bijkomende stem die wij eisen voor het gezin moet ten goede komen aan de huisgezinnen waar de kinderen opgroeien die morgen de Natie zullen vormen.

Het helpt weinig of niets de verdediging van het gezin op te nemen, zijn lof te zingen, zijn belangrijke taak in het maatschappelijk leven en in het bedrijfsleven op te hemelen, indien men het gezin elke invloed ontzegt op politiek gebied.

Het familiaal stemrecht zou geen beperking opleggen, wel integendeel, aan het principe van het algemeen stemrecht en de democratische grondslag van onze instellingen.

Dit familiaal stemrecht zou kunnen voorbehouden worden aan de gezinshoofden ouder dan 25 of 30 jaar.

De uitvoeringsmodaliteiten hebben slechts een bijkomstig belang. Het komt erop aan een onderscheid te maken tussen het stemrecht van de enkeling en het stemrecht van het gezinshoofd.

B. — Wat betreft de artikelen 53 en 54 :

De Constituante moet zich met het probleem van de verkiezing der senatoren kunnen bezighouden en het in 's Lands belang zo goed mogelijk oplossen.

De Senaat is naar rata van 3/5 van zijn 175 leden een doublure van de Kamer (dit woord is zonder enige pejoratieve bedoeling gebruikt) : Behalve ten opzichte van de trouwens zeer ruime kiesbaarheidsvereisten, worden de rechtstreeks verkozen senatoren onder dezelfde voorwaarden verkozen als de volksvertegenwoordigers : zelfde kiezers, meestal hetzelfde district, zelfde verkiezingswijze.

Dat tweekamerstelsel is niet leefbaar omdat het niet rationeel is. Waarom twee Kamers indien zij eigenlijk overeenstemmen ? Waartoe dient deze herhaling van de verkiezing van volksvertegenwoordigers door een gelijkaardige verkiezing van senatoren ?

De tweede Kamer zou een matigende factor moeten zijn, van de eerste, van de exclusieve macht van het aantal. Zij zou op een geografische grondslag moeten berusten en de verschillende landsgedeelten op gelijke wijze moeten vertegenwoordigen.

Een geografische Senaat : wat een afdoend wapen tegen alle separatistische strekkingen !

Indien de Constituante niet voor dit evenwicht te vinden is, kan zij de verkiezing in twee trappen behouden en de verdeling van de zetels over de provinciën wijzigen. Een verwerping van het geografische even-

fort regrettable, mais le Parlement actuel n'a qu'une mission d'indication des textes à réviser éventuellement.

Les conseils provinciaux éliraient les sénateurs, à raison d'autant par province.

Quatre provinces wallonnes, quatre provinces flamandes, une province bilingue, le Brabant, et voilà l'équilibre efficacement réalisé.

On pourrait par exemple — mais ce n'est ici qu'une anticipation approximative qui laisse place à des formules plus heureuses — attribuer à chaque province la désignation de 10 sénateurs, soit, pour les 9 provinces : 90 sénateurs.

La cooptation pourrait porter ensuite sur 80 sénateurs ou moins. Désignés au grand choix, les cooptés, en raison de leur nombre, seraient plus aisément choisis sans souci de repêcher les candidats du suffrage universel éliminés.

La révision constitutionnelle est chose grave, importante. Les révisions sont rares. C'est la troisième, depuis 1831. Il serait regrettable de ne pas mettre l'occasion à profit pour offrir à la Constituante, qui en fera ce qu'elle voudra, la possibilité de rationaliser et d'améliorer le recrutement du Sénat en branchant ce recrutement sur les provinces.

C. — En ce qui concerne l'article 78 :

L'octroi, par le législateur, de pouvoirs spéciaux au Roi exige qu'il trouve dans la Constitution un fondement juridique qui, en dépit du principe essentiel de la séparation des pouvoirs, permette cette attribution.

Depuis la première guerre mondiale, le législateur a recouru fréquemment à des lois de délégation ou d'attribution de pouvoirs spéciaux à l'exécutif dans des matières qui ressortissaient au domaine du pouvoir législatif.

La constitutionnalité de ces lois a été vivement combattue par nos plus éminents juristes. Elles ont pris le caractère d'« expédients » que légitimerait une prétendue nécessité « morale ».

L'exercice par le Roi, lorsque le Parlement est hors d'état de remplir sa mission, ainsi par l'invasion ennemie, de la plénitude des pouvoirs législatifs n'est pas ici en cause. En pareil cas, avec ou sans délégation, le Roi fait des lois. Quant à légitimer la délégation de pouvoirs législatifs au Roi par l'argument d'une prétendue nécessité dont le Parlement serait le seul juge, cette nécessité ne fût-elle que morale et dissimulât-elle une carence parlementaire devant la gravité des décisions à prendre, cette explication est une autre carence d'ordre juridique celle-ci.

La révision en gestation nous donne l'occasion d'établir le statut constitutionnel des lois attributives de compétence, en matière législative, au pouvoir exécutif.

Si nous ne saisissons pas cette occasion, nous condamnons pour l'avenir tout recours à la pratique de ce qui n'a été jusqu'ici que des expédients. Sachant l'inconstitutionnalité du désaisissement partiel, par le Parlement de la mission que lui confie le pacte fondamental, ayant l'occasion d'y remédier et ne l'ayant pas fait, nous marquerons notre adhésion à la condamnation de tout recours aux lois dites de pouvoirs spéciaux.

Est-il désirable que, dans des conjonctures particulièrement difficiles et comportant des décisions d'urgence, le Gouvernement ne puisse obtenir des Chambres par une loi d'attribution de compétence, le droit de régler par décrets des matières qui, normalement, appartiendraient à la compétence du pouvoir législatif ? Non, sans doute. Les expériences antérieures, quelques incompatibles qu'elles aient été avec notre droit public, marquent qu'il est des cas où le Parlement doit mandater l'exécutif pour faire immédiatement ce que le Parlement ne pourrait faire qu'avec lenteur ou hésiterait à réaliser.

Les pouvoirs spéciaux doivent d'ailleurs s'étendre. pouvoir s'étendre le cas échéant, au domaine fiscal et aux pénalités.

C'est pourquoi nous envisageons qu'après l'étude du problème, la Constituante pourrait juger utile, des points de vue juridique et politique, de compléter l'article 78 par une disposition qui dirait en substance :

« Dans les secteurs ou les matières qu'il détermine expressément et pour une durée de six mois au maximum, le pouvoir législatif, en cas d'urgente nécessité, peut attribuer au Roi le droit de prendre des arrêtés, dénommés décrets, qui, dans le cadre de la Constitution, com-

wicht zou ongetwijfeld erg jammer zijn, doch het huidige Parlement heeft slechts tot taak de teksten aan te duiden die eventueel moeten worden herzien.

De provincieraden zouden de senatoren verkiezen naar rata van een bepaald aantal per provincie.

Vier Vlaamse provincies, vier Waalse provincies, één tweetalige provincie, Brabant : zo komt het evenwicht op doeltreffende wijze tot stand.

Zo kan men bij voorbeeld — doch dit is slechts een suggestie die plaats laat voor andere en betere formules — iedere provincie 10 senatoren laten aanwijzen, d.i. voor de 9 provincies samen : 90 senatoren.

Verder zouden 80 senatoren of een minder aantal door coöptatie worden aangewezen. Bij keuze aangewezen zouden deze gecoöpteerden, wegens hun groot aantal, gemakkelijker kunnen worden gekozen, zonder dat daarbij dient te worden gedacht aan het weer opvissen van kandidaten die bij de algemene verkiezingen werden uitgeschakeld.

De Grondwetsherziening is een ernstige, belangrijke zaak. Zulke herzieningen zijn zeldzaam. Deze is de derde sedert 1831. Het ware jammer indien deze gelegenheid niet te baat werd genomen om aan de Constituante, wie het overigens vrij staat er al dan niet gebruik van te maken, de mogelijkheid te bieden de wijze van samenstelling van de Senaat te rationaliseren en te verbeteren door de aanwijzing van de senatoren op het provinciale vlak te doen geschieden.

C. — Wat betreft artikel 78 :

De toekenning, door de wetgever, van bijzondere machten aan de Koning, moet in de Grondwet een juridische grondslag vinden die, ondanks het hoofdzakelijk beginsel van de scheiding der machten, bedoelde toewijzing mogelijk maakt.

Sedert de eerste wereldoorlog heeft de wetgever herhaaldelijk zijn toevlucht genomen tot wetten houdende delegatie of toekenning van bijzondere machten aan de uitvoerende macht in aangelegenheden die normaal tot het gebied van de wetgevende macht behoorden.

De grondwettigheid van deze wetten werd door onze meest vooraanstaande rechtsgeleerden scherp bestreden. Zij hebben het karakter aangenomen van « lapmiddelen », gewettigd, naar men beweert, door een zogezegde « morele » noodzakelijkheid.

De uitoefening door de Koning van de volheid der wetgevende machten wanneer het Parlement niet in staat is zijn zending te vervullen, zoals bij vijandelijke inval, is hier buiten kwestie. In dergelijk geval maakt de Koning de wetten, met of zonder delegatie. Maar de delegatie van wetgevende machten aan de Koning rechtvaardigen met het argument van een zogezegde noodzakelijkheid waarover alleen het Parlement zou hebben te oordelen, zelfs indien deze noodzakelijkheid slechts van morele aard mocht zijn en een dekmantel voor het in-gebreke-blijven van het Parlement ten opzichte van de te nemen gewichtige beslissingen, zulke uitleg is een ander in gebreke-blijven, ditmaal van juridische aard.

De in wording zijnde herziening verschaft ons de gelegenheid om het grondwettelijk statuut op te maken van de wetten tot toekenning op wetgevend gebied van bevoegdheid aan de uitvoerende macht.

Indien wij deze gelegenheid niet te baat nemen, veroordelen wij voor de toekomst elke toevlucht tot de praktijken die tot nu toe slechts gouden als lapmiddelen. Gezien de ongrondwettigheid van de gedeeltelijke ontlasting, door het Parlement, van de zending die het door onze grondwet werd opgedragen, en daar wij de gelegenheid om dit te doen hebben laten voorbijgaan zouden wij onze instemming betuigen met de veroordeling van elke toevlucht tot de zogenaamde wetten tot toekenning van bijzondere machten.

Is het, in bijzonder moeilijke omstandigheden die snelle beslissingen eisen, wenselijk dat de Regering door een wet tot toekenning van bevoegdheid van de Kamers het recht niet zou bekomen om, door middel van decreten, zaken te regelen die, normaal, tot de bevoegdheid van de wetgevende macht behoren ? Ongetwijfeld niet. De vroegere proefnemingen, hoe onverenigbaar zij ook zijn geweest met ons publiek recht, tonen aan dat zich gevallen kunnen voordoen waarin het Parlement aan de uitvoerende macht opdracht moet geven om onmiddellijk te doen wat door het Parlement slechts met traagheid zou kunnen worden verricht of wat het zou aarzelen door te drijven.

De bijzondere machten moeten zich trouwens uitstrekken, desnoods kunnen worden uitgebreid, tot het fiscaal gebied en tot de straffen.

Daarom menen wij dat de Grondwetgevende Vergadering het na onderzoek van de kwestie, in juridisch en politiek opzicht nuttig zou kunnen oordelen artikel 78 aan te vullen met een bepaling, die in hoofdzaak het volgende zou behelzen :

« In de door haar uitdrukkelijk bepaalde sectoren of aangelegenheden, en voor een duur van ten hoogste zes maanden, kan de wetgevende macht, in geval van dringende noodzakelijkheid, de Koning er toe machtigen besluiten uit te vaardigen, decreten genaamd, die in

plètent ou modifient la législation, même en matière fiscale et en matière répressive. Ces décrets doivent être délibérés en Conseil des Ministres et porter les signatures de ceux-ci. »

Sur les lois dites de pouvoirs spéciaux ou d'attribution de compétence consulter :

— Le traité de M. Pierre Wigny : *Le Droit constitutionnel*, notamment les n^{os} 71, 110, 645, 467 à 474.

— Josse Mertens : *Le Fondement juridique des lois de pouvoirs spéciaux*.

— Roger Ockrent : *Les crises constitutionnelles du pouvoir législatif en Belgique*.

M. Ockrent déclare, en conclusion :

« ... ce système des pouvoirs spéciaux est un monstre juridique. Il faudra partir d'autres bases juridiques constitutionnelles, et cela immédiatement, afin que les solutions de facilité ne s'imposent plus à nouveau et ne fassent perdre le bénéfice qu'un peuple est en droit d'attendre des expériences malheureuses qu'il a vécues.

» Il apparaît nécessaire de modifier certaines institutions fondamentales de notre pays. Il faut donc une constitution nouvelle, des textes nouveaux. En dehors d'eux, il n'y a point de salut ».

Les vues de M. Ockrent sont partagées par d'autres éminents juristes qui, avec lui, ont établi, pour la « délégation du pouvoir législatif au Roi » un avant-projet de réforme constitutionnelle. Citons notamment : MM. Pierre Ansiaux, Léon Cornil, René Marcq, Henri Simont, Marcel Vauthier, etc.

Cet aréopage n'hésite pas à dire, dans la notice explicative :

« ... Les lois de pouvoirs spéciaux ont particulièrement porté sur des matières monétaires, financières, fiscales, budgétaires et économiques; parfois sur des matières administratives ou même judiciaires.

» C'est dire qu'elles ont embrassé un domaine législatif très vaste. Ce sont aussi des lois de pouvoirs spéciaux qui ont été surtout à l'origine de l'évolution politique la plus remarquable de ces dernières années : l'interventionnisme économique.

» C'est en vain que la doctrine a essayé de comprendre le système des lois de pouvoirs spéciaux dans le cadre de notre droit public. Les théories qu'elle a défendues ont toutes échoué, soit qu'elles fussent elles-mêmes inconstitutionnelles, soit que, en restant dans les limites de la Constitution, elles n'aient pu justifier celles des lois de pouvoirs spéciaux que nous avons connues, et qui donnent au Roi le pouvoir de prendre des arrêtés royaux pour des matières réservées constitutionnellement à la compétence du pouvoir législatif.

» Les lois de pouvoirs spéciaux que nous avons connues étaient des lois inconstitutionnelles. Elles sont la manifestation d'une crise profonde des rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, tels qu'ils sont organisés par notre Constitution, crise institutionnelle, qui exige une réforme institutionnelle.

» Le phénomène des pouvoirs spéciaux s'est trop souvent répété pour qu'il ne corresponde pas à une exigence réelle et inéluctable à laquelle il faut donner une forme juridique qui corresponde aux principes de notre droit public. »

Ces quelques considérations décideront la Chambre, nous ne pouvons en douter, à comprendre l'article 78 parmi les dispositions à réviser le cas échéant.

On opposera à notre manière de voir qu'il serait désirable de condamner le recours à des lois attributives de pouvoirs spéciaux à l'exécutif. Ce sont des mots. L'expérience nous révèle qu'à maintes reprises depuis 1919 il a été recouru à semblables expédients et les juristes qui ont étudié le problème n'hésitent pas à déclarer qu'il faut organiser et légaliser le recours exceptionnel à cette attribution. (Voir l'étude précitée de M. Ockrent.)

D'autres, quelque peu désinvoltes, déclarent : « le cas échéant on votera de nouvelles lois d'attribution de pouvoirs; elles sont inconstitutionnelles, mais il n'est pas de juridiction qui puisse en constater le vice. Cela restera un expédient comme par le passé ».

Nous nous élevons avec force contre semblable mentalité. Le législateur devrait être le dernier à s'accommoder d'un viol sans excuse de notre Pacte fondamental.

het kader van de Grondwet de wetgeving aanvullen of wijzigen, zelfs in zake belastingen en strafzaken. Deze decreten moeten overlegd zijn door de in Raad vergaderde ministers en de handtekening van deze laatsten dragen. »

Wat de zogenaamde wetten van bijzondere machten of toekenning van bevoegdheid betreft, kunnen worden geraadpleegd :

— Het handboek van de heer Pierre Wigny : « *Le Droit constitutionnel* », o.m. de n^{os} 71, 110, 465, 467 tot 474.

— Josse Mertens : « *Le Fondement juridique des lois de pouvoirs spéciaux* ».

— Roger Ockrent : « *Les crises constitutionnelles du pouvoir législatif en Belgique* ».

De heer Ockrent verklaart, tot besluit :

« ... dit stelsel der bijzondere machten is een juridisch monster. Men zal andere juridische grondwettelijke bases tot vertrekpunt moeten nemen, en zulks onmiddellijk, opdat men niet opnieuw in door gemakzucht ingegeven oplossingen zou vervallen, waardoor een volk het voordeel zou verliezen, dat het terecht mag verwachten als resultaat van de jammerlijke ervaringen die het heeft doorgemaakt.

» Het blijkt noodzakelijk zekere fundamentele instellingen van ons land te wijzigen. Er moet dus een nieuwe Grondwet komen, en nieuwe teksten. Daarbuiten is geen heil te verwachten. »

Het standpunt van de heer Ockrent wordt gedeeld door andere vooraanstaande juristen die, samen met hem, met het oog op de « delegatie van de wetgevende macht aan de Koning », een voorontwerp van grondwetshervorming hebben opgemaakt. Wij vermelden o.m. : de heren Pierre Ansiaux, Léon Cornil, wijlen René Marcq, Henri Simont, Marcel Vauthier, enz.

Deze areopagus schrikt er niet voor terug, in de verklarende nota te zeggen :

« ... De wetten van bijzondere machten hadden in het bijzonder betrekking op monetaire, financiële, fiscale, budgetaire en economische aangelegenheden; soms op bestuurlijke of zelfs gerechtelijke zaken.

» Dit wil zeggen dat zij een zeer ruim wetgevend gebied hebben bestreken. Het zijn eveneens wetten van bijzondere machten die aan de oorsprong liggen van de merkwaardigste politieke ontwikkeling van de laatste jaren : het economisch interventionisme.

» Tevergeefs heeft de rechtsleer getracht het stelsel van de wetten van bijzondere machten op te nemen in het kader van ons publiek recht. De theorieën die zij heeft verdedigd hebben alle schipbreuk geleden, hetzij omdat zij zelf ongrondwettig waren, hetzij omdat zij, alhoewel zij binnen de perken van de Grondwet bleven, toch niet er in slaagden deze wetten van bijzondere machten te rechtvaardigen, waarbij aan de Koning de macht wordt verleend koninklijke besluiten te nemen in aangelegenheden, die krachtens de Grondwet aan de bevoegdheid van de wetgevende macht worden voorbehouden.

» De wetten van bijzondere machten die wij hebben gekend waren ongrondwettige wetten. Zij zijn de uiting van een ingrijpende crisis in de betrekkingen tussen de wetgevende en de uitvoerende macht, zoals zij worden ingericht door onze Grondwet, institutionele crisis, die een hervorming van de instellingen eist.

» Het verschijnsel der bijzondere machten heeft zich reeds al te dikwijls voorgedaan om niet te beantwoorden aan een werkelijke en onvermijdelijke vereiste, waaraan een rechtsvorm moet gegeven worden, die overeenstemt met de beginselen van ons publiek recht. »

Wij twijfelen er niet aan, dat deze enkele beschouwingen de Kamer ertoe zullen aanzetten, artikel 78 op te nemen onder de eventueel te herziene bepalingen.

Tegen onze zienswijze zal men kunnen opwerpen dat het wenselijk ware het beroep op wetten tot toekenning van bijzondere machten aan de uitvoerende macht te veroordelen. Dit zijn louter woorden. De ondervinding toont ons aan, dat men sedert 1919 herhaaldelijk zijn toevlucht genomen heeft tot dergelijke lapmiddelen, en de rechtsgeleerden die het vraagstuk ingestudeerd hebben, aarzelen niet te verklaren dat de wijze waarop men in uitzonderlijke gevallen zijn toevlucht neemt tot deze toekenning dient ingericht en bij de wet vastgelegd. (Zie voormelde studie van de heer Ockrent.)

Anderen, verklaren enigszins luchthartig : « in voorkomend geval zal men nieuwe wetten tot toekenning van machten goedkeuren; zij zijn ongrondwettig, doch er bestaat geen rechtsmacht die het gebrek ervan mag vaststellen. Het zal, zoals voorheen, een lapmiddel blijven ».

Wij verzetten ons met klem tegen dergelijke opvatting. De wetgever zou de laatste moeten zijn om genoegen te nemen met een schending, zonder enige verontschuldiging, van onze Grondwet.